



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Association des Petites Villes de France

Paris, le vendredi 23 juillet 2010

SIX ASSOCIATIONS D'ÉLUS ECRIVENT AU PREMIER MINISTRE POUR S'INQUIETER DES CONSEQUENCES DU GEL ANNONCE DES DOTATIONS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITES

Alors que le Président de la République a annoncé un gel en valeur (sans prise en compte de l'inflation) des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, six associations d'élus : l'ARF, que préside Alain ROUSSET ; l'ADF, présidée par Claudy LEBRETON ; l'AMGVF, présidée par Michel DESTOT ; la FMVM, présidée par Bruno BOURG-BROC, l'AdCF, présidée par Daniel DELAVEAU et l'APVF, présidée par Martin MALVY, viennent d'écrire au Premier Ministre pour lui faire part de leurs très vives inquiétudes quant aux conséquences prévisibles que ne manquerait pas de provoquer une telle mesure .

Celle-ci serait tout d'abord préjudiciable à la croissance car elle ne manquerait pas d'entraîner une diminution sensible des investissements des collectivités alors même qu'elles assurent plus de 70% de l'investissement public du pays.

De même, alors que de nombreuses collectivités locales ont déjà vu leur « pouvoir d'achat » diminuer en 2010, une telle mesure rendrait encore plus difficile le maintien de services publics de proximité et de qualité dans un contexte de crise économique et sociale qui entraîne une montée de la précarité.

Confrontée à un recul de l'investissement, à une hausse de l'endettement, à une baisse de l'autofinancement, nombre de collectivités se trouvent d'ores et déjà dans une situation financière très difficile.

Les six associations d'élus demandent donc au Premier Ministre la prise en compte au minimum de l'inflation prévisionnelle dans l'évolution des dotations de l'Etat aux collectivités, afin d'assurer la poursuite de leur indispensable action au service de la population sans avoir à recourir à une hausse de leur fiscalité.

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 3.000 à 20.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Association pluraliste présidée par Martin Malvy, Ancien ministre, Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, elle compte aujourd'hui plus de 1100 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.